

ACCORD SECTORIEL DANS LA SIDERURGIE – EMPLOYES – 2001-2002

PREAMBULE

Vu l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 ;

Se référant à l'exposé de la situation économique de l'industrie sidérurgique donné en réunion restreinte de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (n° 210) du 5 février 2001;

Eu égard aux revendications syndicales ;

Eu égard à la volonté exprimée par les interlocuteurs responsables pour le secteur que les matières rentrant dans leur compétence soient réglées dans les limites du présent protocole ;

Eu égard à la nécessité de veiller à préserver la compétitivité des entreprises dans un contexte de concurrence accrue ;

les parties concluent le présent accord dans l'esprit de l'accord interprofessionnel.

ADEP 28 -02- 2001	REGISTRE 19 -03- 2001	56.811 10/210
----------------------	--------------------------	---------------

1. EMPLOI

1.1. **Crédit-temps et autres systèmes de diminution de la carrière (CCT n° 77 conclue au CNT le 14.02.2001) :**

Allongement de 1 an de la durée de l'exercice du droit au crédit-temps instauré dans le cadre de la CCT n° 77: au niveau du secteur, la durée maximale est portée à 2 ans sur l'ensemble de la carrière.

1.2. **Prépension :**

- **Prépension - régime particulier travail de nuit :** prolongation pour la période 2001-2002 du régime de cadre sectoriel de prépension en faveur des travailleurs licenciés et âgés d'au moins 56 ans, ayant un passé professionnel de 33 ans et des prestations de 20 ans au moins dans un régime de travail visé par la CCT n° 46 du Conseil National du Travail.

L'indemnité complémentaire de prépension à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Maintien de la possibilité légale d'obtenir une dispense à l'obligation de remplacement.

- **Prépension 58/25 :** prolongation pour la période 2001-2002 du régime sectoriel de prépension en faveur des travailleurs licenciés et âgés de 58 ans, ayant un passé professionnel de 25 ans.

L'indemnité complémentaire de prépension à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Maintien de la possibilité légale d'obtenir une dispense à l'obligation de remplacement.

1.3. **Heures supplémentaires :**

Dans l'esprit de l'accord interprofessionnel, respect des règles légales et d'entreprise en matière de durée du travail. Information périodique des représentants des travailleurs au niveau des entreprises.

1.4. **Stress au travail :**

Le secteur demande aux entreprises de mener une politique visant à prévenir collectivement le stress occasionné par le travail et pour ce faire, d'intégrer la problématique du stress collectif dans leur plan de prévention, en s'inspirant des recommandations avancées dans la CCT n° 72 conclue à ce sujet au CNT.

2. MOBILITE

Le secteur invite les entreprises à procéder en leur sein à un inventaire des initiatives existantes, en vue de dégager, en concertation avec la délégation locale, des pistes de solution à la lumière des recommandations de l'accord interprofessionnel.

3. FORMATION PROFESSIONNELLE

3.1. Formation permanente :

Les entreprises poursuivent et consolident leurs efforts internes pour améliorer la qualification des travailleurs en service en liaison avec l'évolution technologique. Les initiatives de formation interne développées par les entreprises sont commentées à la délégation syndicale dans le cadre des négociations collectives locales et le poids des efforts de formation est dûment évalué à cette occasion au niveau de chaque entreprise.

Il est recommandé aux entreprises de n'exclure aucune catégorie de travailleurs lors de l'élaboration des programmes de formation professionnelle.

Le Président de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie ainsi que les responsables nationaux des organisations signataires reçoivent une fois par an toutes les informations relatives aux efforts consentis par les entreprises, en vue de procéder ensemble à l'évaluation de l'application de l'accord sectoriel, selon une méthodologie à convenir (en groupe paritaire).

3.2. Groupes à risque :

Prolongation des efforts antérieurs (0,10 %) par la reconduction pour les années 2001-2002 des termes de l'accord de secteur du 4 mai 1999 et de sa convention collective d'exécution du 30 juin 1999, y compris l'évaluation, selon des modalités à fixer au niveau des entreprises en accord avec la délégation syndicale. Un exemplaire des accords conclus ainsi que du rapport et de l'aperçu financier sont adressés au Président de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie ainsi qu'aux responsables nationaux des organisations signataires en vue de procéder ensemble à l'évaluation de l'application de l'accord sectoriel.

4. FONCTIONNEMENT SYNDICAL

4.1. E-droits :

Il est recommandé que la manière dont il peut être fait usage des nouveaux moyens de télécommunication soit examinée au niveau des entreprises.

4.2. Formation syndicale :

A partir de l'échéance d'avril du 1^{er} semestre 2001, la part allouée à la formation syndicale est relevée de 500.000 BEF, selon les conditions de la CCT nationale du 2 octobre 1972 (relative à la formation syndicale), dont le texte est adapté en conséquence.

5. EVALUATION

Une évaluation aura lieu en commission paritaire dans le courant du mois de septembre 2001 et 2002 quant à la suite réservée au présent accord au niveau du secteur et des entreprises.

Une copie des accords collectifs d'entreprise est communiquée au Président de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (n° 210) ainsi qu'aux responsables nationaux des organisations signataires du présent accord.

6. PAIX SOCIALE

Les parties signataires déclarent que le présent accord règle tous les problèmes sociaux pendants au niveau national pour sa durée d'application, indépendamment des matières spécifiques traitées au niveau des entreprises.

Les organisations des travailleurs et des employeurs, signataires du présent accord, confirment leur volonté commune d'appliquer et de faire appliquer systématiquement, à tous les niveaux, toutes les dispositions et procédures conventionnelles privilégiant dans les relations sociales la concertation et la conciliation par priorité comme modes de solution des différends et comme moyens d'assurer la paix sociale.

7. CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord est d'application dans les entreprises relevant de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (CP n° 210) et pour les travailleurs barémisés sous contrat d'emploi.

8. DUREE DE VALIDITE

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans s'étendant du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002.

SECTORAAL AKKOORD IN HET STAAL – BEDIENDEN – 2001-2002

INLEIDING

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 ;

Verwijzend naar de uiteenzetting over de economische situatie in de staalnijverheid gegeven tijdens de vergadering van het beperkt Paritair Comité voor de Bedienden van de IJzernijverheid (nr 210) van 5 februari 2001;

Gelet op de vakbondseisen ;

Rekening houdend met de wil van de sociale partners van de sector om de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, te regelen binnen de grenzen van onderhavig protocol ;

Rekening houdend met de noodzaak om de competitiviteit van de bedrijven blootgesteld aan een steeds scherpere concurrentie te vrijwaren;

maken de partijen onderhavig akkoord in de geest van het interprofessioneel akkoord.

INTERLEGGING-DÉPÔT 28 -02- 2001
 REGISTRE ENREGISTRÉ 19 -03- 2001
 56.811 / 6/210

1. WERKGELEGENHEID

1.1. Tijdskrediet en andere stelsels van loopbaanvermindering (CAO nr 77 afgesloten in de NAR op 14.02.2001) :

Verlenging met 1 jaar van de duur van uitoefening van het recht op tijdskrediet ingevoerd in het kader van de CAO nr 77 : op sectoraal vlak wordt de maximale duur gebracht op 2 jaar over de ganse loopbaan.

1.2. Bruggpensioen :

- **Bruggpensioen – bijzonder stelsel nachtarbeid** : verlenging voor de periode 2001-2002 van het sectoraal stelsel van bruggpensioen ten gunste van ontslagen werknemers die tenminste 56 jaar oud zijn, met een beroepsverleden van 33 jaar en 20 jaar in een ploegenstelsel met nachtarbeid (CAO nr 46 Nationale Arbeidsraad).

De bruggpensioenbijslag ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de CAO nr 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Behoud van de wettelijke mogelijkheid tot het bekomen van een vrijstelling van de vervangingsplicht.

- **Bruggpensioen 58/25** : verlenging voor de periode 2001-2002 van het sectoraal regime bruggpensioen ten gunste van ontslagen werknemers van minstens 58 jaar, met een beroepsverleden van 25 jaar.

De bruggpensioenbijslag ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de CAO nr 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Behoud van de wettelijke mogelijkheid tot het bekomen van een vrijstelling van de vervangingsplicht.

1.3. Overuren :

In de geest van het interprofessioneel akkoord wordt overeengekomen de wettelijke bepalingen en ondernemingsafspraken inzake arbeidsduur na te leven. Eveneens zal periodieke informatie aan de vertegenwoordigers van de werknemers op bedrijfsvlak verstrekt worden.

1.4. Stress op het werk :

De sector vraagt aan de bedrijven een beleid te voeren ter voorkoming van collectieve stress te wijten aan het werk en hiertoe de problematiek van collectieve stress in hun preventieplan op te nemen, rekening houdend met de aanbevelingen die hieromtrent werden gedaan in de CAO nr 72 van de NAR.

2. MOBILITEIT

De sector spoort de bedrijven aan om een inventaris van de bestaande initiatieven op te maken, zodat in overleg met de plaatselijke delegatie mogelijke oplossingen kunnen naar voren gebracht worden in het licht van de aanbevelingen van het interprofessioneel akkoord.

3. BEROEPSOPLEIDING

3.1. Permanente vorming :

Verlenging en voortzetting van de interne inspanningen van de ondernemingen tot verbetering van de kwalificatie van de in dienst zijnde werknemers in samenhang met de technologische evolutie. De door de bedrijven ontwikkelde initiatieven tot interne vorming zullen toegelicht worden aan de syndicale afvaardiging in het raam van de lokale collectieve onderhandelingen. Op dat ogenblik zal het belang van deze inspanningen terdege mee afgewogen worden op het vlak van ieder bedrijf.

Aan de ondernemingen wordt aanbevolen geen enkele categorie van werknemers uit te sluiten bij de uitwerking van de programma's tot beroepsopleiding.

De Voorzitter van het Paritair Comité voor de Bedienden van de IJzernijverheid en de nationale verantwoordelijken van de ondertekenende organisaties krijgen éénmaal per jaar alle inlichtingen over de inspanningen terzake van de ondernemingen, teneinde samen tot een evaluatie te komen van de toepassing van het sectoraal akkoord, volgens een overeen te komen methodologie (in paritaire groep).

3.2. Risicogroepen :

Verlenging van de vroegere inspanningen (0,10 %) door de hernieuwing voor de jaren 2001-2002 van de bepalingen van het sectoraal akkoord van 4 mei 1999 en zijn collectieve uitvoeringsovereenkomst van 30 juni 1999, met inbegrip van de evaluatie, volgens de modaliteiten op het niveau van de bedrijven vast te leggen in akkoord met de syndicale delegatie. Een exemplaar van de afgesloten overeenkomst evenals van het verslag en het financieel overzicht zullen verstuurd worden aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Bedienden van de IJzernijverheid en aan de nationale verantwoordelijken van de ondertekenende organisaties teneinde samen tot een evaluatie te komen van de toepassing van het sectoraal akkoord.

4. SYNDICALE WERKING

4.1. E-rechten :

Er wordt aanbevolen te onderzoeken op bedrijfsvlak op welke wijze gebruik kan worden gemaakt van de nieuwe telecommunicatiemiddelen.

4.2. Syndicale opleiding :

Vanaf april 2001, wordt het semestrieel aandeel toegekend aan syndicale opleiding met 500.000 BEF verhoogd, volgens de voorwaarden van de nationale CAO van 2 oktober 1972 (betreffende de syndicale opleiding), waarvan de tekst overeenkomstig wordt aangepast.

5. EVALUATIE

In het Paritair Comité zal een evaluatie plaatsvinden in de loop van de maand september 2001 en 2002 betreffende het gevolg dat gegeven wordt aan het huidig akkoord op het vlak van de sector en in de ondernemingen.

Een kopie van de bedrijfs-CAO's wordt overgemaakt aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Bedienden van de IJzernijverheid (nr 210) alsmede aan de nationale verantwoordelijken van de ondertekenende organisaties van onderhavig akkoord.

6. ARBEIDSVREDE

De ondertekenende partijen verklaren dat onderhavige overeenkomst alle hangende sociale problemen op nationaal niveau regelt voor de toepassingsduur van deze overeenkomst, ongeacht de specifieke aangelegenheden die op ondernemingsvlak behandeld worden.

De werknemers- en werkgeversorganisaties, ondertekenaars van onderhavige overeenkomst, bevestigen hun gemeenschappelijke wil om alle conventionele bepalingen en procedures systematisch op alle niveaus toe te passen en te laten toepassen, met als doel binnen de sociale relaties voorrang te verlenen aan overleg en verzoening als middelen om geschillen op te lossen en de arbeidsvrede te waarborgen.

7. TOEPASSINGSGEBIED

Onderhavig akkoord is van toepassing op de bedrijven die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Bedienden van de IJzernijverheid (PC nr 210) en op gebaremiseerde werknemers met een bediendencontract.

8. GELDIGHEIDSDUUR

Huidig akkoord wordt afgesloten voor een duur van 2 jaar, die zich uitstrekt van 1 januari 2001 tot 31 december 2002.
